**Jacques Colombier (ENF).** – Monsieur le Président, aujourd’hui encore cinq États membres de l’Union européenne refusent, avec raison, de reconnaître le Kosovo en tant qu’État.

L’indépendance du Kosovo, rappelons-le, n’est que la conséquence des bombardements barbares subis par le peuple serbe, il y a vingt ans, et avec de l’uranium appauvri, de surcroît.

L’exemption de visa pour les ressortissants du Kosovo serait a fortiori un pas de plus vers l’adhésion à l’Union européenne, ce que nous rejetons formellement.

Vous parlez, pour beaucoup d’entre vous, mes chers collègues, de critères. Personnellement, j’en vois un: c’est le traitement inadmissible des droits de l’homme par le gouvernement kosovar. Nous n’avons pas besoin, au sein de cette Union européenne déliquescente, d’un pseudo-État, mafieux et islamisé qui, selon un rapport du département d’État américain, soumet les Serbes du Kosovo à un certain nombre de discriminations institutionnelles, sociales et professionnelles, voire à des intimidations visant à leur interdire de pratiquer leur religion chrétienne et même des agressions.

M’adressant plus particulièrement à l’auteur de ce rapport, je voudrais lui dire que sa démarche ne va pas dans le sens souhaité de la réconciliation de l’ensemble des peuples de l’ex-Yougoslavie, qui sont pour nous tous des peuples amis.